



40 rue des Jeûneurs
75002 PARIS

SESSION 2008

UE 111 – INTRODUCTION AU DROIT

Durée de l'épreuve : 3 heures

Le sujet comporte : 2 pages

⇒ L'usage de la calculatrice est interdit.

⇒ Aucun document n'est autorisé.

Ce sujet se présente sous la forme suivante :

CAS PRATIQUES	: 10 points
COMMENTAIRE DE DOCUMENT	: 6 points
QUESTION DE COURS	: 4 points

I - CAS PRATIQUES :

PREMIER CAS

Monsieur LONGLET est épicier, régulièrement immatriculé au RCS de Paris. En vertu d'un bail commercial de droit commun, il est installé depuis près de 9 ans rue des Jeûneurs à PARIS. Il a su, au fil de ces années, fidéliser sa clientèle. Par exploit d'huissier, il vient de recevoir un congé de son propriétaire auquel il a toujours très ponctuellement payé le montant du loyer. Mais le congé est délivré au motif que l'immeuble au rez-de-chaussée duquel est située l'épicerie est devenu insalubre et doit être démoli.

Monsieur LONGLET ne s'inquiète guère car l'un de ses clients, étudiant en droit, lui a affirmé que le propriétaire devrait lui verser une indemnité en réparation de l'important préjudice que lui cause le non renouvellement de son bail.

Partagez-vous l'optimisme de Monsieur LONGLET ?

DEUXIEME CAS

Monsieur LONGLET, soucieux d'améliorer la situation de la trésorerie de son épicerie quelque peu chancelante depuis l'installation d'une grande surface à proximité de sa nouvelle boutique, décide de faire une fausse déclaration de vol à son assureur.

En effet, il déclare à ce dernier que des bijoux appartenant à Madame LONGLET d'une valeur de soixante quinze mille euros, ont été dérobés dans l'arrière boutique de l'épicerie dont la porte donnant sur l'escalier de l'immeuble aurait été fracturée et ce, alors que Madame LONGLET s'apprêtait à les déposer dans le coffre de sa banque.

L'assureur de Monsieur LONGLET, au terme d'une minutieuse enquête menée par Monsieur FUTE, officier de police judiciaire à la retraite, s'aperçoit de la fausseté de cette déclaration et décide de déposer plainte auprès du Procureur de la République, sachant que l'escroquerie à l'assurance est légalement définie comme le fait pour un assuré, par l'emploi de manœuvres frauduleuses, de tromper son assureur et de le déterminer ainsi, à son préjudice, à lui remettre des fonds.

Monsieur LONGLET pense qu'aucune poursuite ne peut être engagée à son encontre dans la mesure où l'assureur, prévenu à temps au vu du rapport d'enquête de Monsieur FUTE, ne lui a pas versé le moindre centime d'euro au titre de ce sinistre, fruit de sa fertile imagination.

S'il est vrai que la remise des fonds n'a pas eu lieu et qu'ainsi il manque une condition pour que l'escroquerie soit constituée, pensez-vous pour autant que Monsieur LONGLET n'encourt aucune poursuite pénale ?

II - COMMENTAIRE DE DOCUMENT :

Commentez l'article 389-1 du Code civil :

« L'administration légale est pure et simple quand les deux parents exercent en commun l'autorité parentale. »

III - QUESTION DE COURS :

Les caractères de la possession utile.